

Demain la Chine : guerre ou paix ?¹

Jean-Pierre Cabestan

Les causes immédiates d'un conflit armé dans lequel la Chine serait impliquée ne manquent pas : les prétentions de Pékin en mer de Chine du Sud, le différend territorial sino-japonais autour des Senkaku (Diaoyu) et surtout la volonté farouche de Xi Jinping de réunifier coûte que coûte Taiwan à la République populaire constituent les principaux barils de poudre qui peuvent à tout moment exploser. De fait, les prédictions d'un affrontement militaire dans le détroit de Formose d'où la Chine sortirait vainqueur se multiplient.

Néanmoins pour l'heure, ce que l'on observe avant tout est un recours de plus en plus fréquent du gouvernement chinois à ce qu'on appelle la stratégie des « zones grises » entre la paix et la guerre, autant de prises de risques calculées destinées à pousser son avantage sur le terrain (ou en mer) sans pour autant s'aventurer à dépasser le seuil d'un conflit armé ouvert. Cette stratégie s'est étendue à d'autres théâtres, par exemple en 2020, à la longue frontière sino-indienne. Cette stratégie n'est pas sans présenter des risques de crises et d'escalade. Mais, comme le montre chaque jour la guerre en Ukraine, outrepasser le seuil de la guerre contraint la Chine à entrer dans un processus beaucoup coûteux, contraignant, dont elle aura du mal à s'extraire rapidement et surtout aux conséquences incalculables, surtout pour ce qui concerne le cas de Taiwan.

La stratégie des zones grises

En mer de Chine méridionale

C'est sans doute en mer de Chine méridionale que la stratégie des zones grise a le mieux réussi. Sans fondamentalement modifier la carte des occupations, la République populaire de Chine (RPC) domine aujourd'hui cette zone dont elle revendique 90 % des eaux et la totalité des surfaces émergées. Certes, par le passé le gouvernement chinois y a avancé ses pions : en 1974, il a pris le contrôle de la totalité des Paracels (Xisha) ; en 1988, il a expulsé les Vietnamiens de plusieurs récifs importants des Spratlys (Nansha) ; en 1995, il a fait de même avec les Philippines aux Mischief Reefs ; en 2012, il a annexé Scarborough Shoal (Huangyan dao) revendiqué par Manille ; et depuis plusieurs mois, il conteste par diverses gesticulations, dont l'utilisation de canons à eau, l'occupation par les Philippines du Second Thomas Shoal (Ren'ai anjiao). Mais plus important, après l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping en 2012, Pékin a transformé ces éléments en îles artificielles dont certaines sont équipées de longues pistes d'atterrissage, puis les a militarisées. Par ailleurs, par le nombre de ses garde-côtes et l'importance de sa Marine et de sa « milice maritime » la Chine domine désormais la zone dans

¹ Cet article est basé sur la conférence donnée par Jean-Pierre Cabestan à l'Académie des Sciences d'Outre-Mer le 16 mai 2024 et plus largement sur son ouvrage *Demain la Chine : guerre ou paix ?* (Paris, Gallimard, 2021) et son édition anglaise parue en 2023 sous le titre *Facing China : The Prospect for War and Peace* (Manham, Md, Rowman & Littlefield).

son ensemble, surveillant et rendant potentiellement vulnérable tout mouvement naval, y compris des marines étrangères, notamment de l'*US Navy* qui pourtant poursuit ses opérations en vue d'y garantir la liberté de navigation. En ce sens, Pékin n'a pas besoin de fondamentalement modifier le *statu quo*, et encore moins d'engager les hostilités. Il lui suffit de maintenir sa pression sur les autres pays présents en mer de Chine méridionale pour la dominer et la contrôler. En outre, cette stratégie présente l'avantage de ménager l'ASEAN, ensemble régional très dépendant sur le plan économique de la PRC et avec lequel cette dernière entend conserver dans l'ensemble de bonnes relations afin d'y réduire l'influence des Etats-Unis et de leurs alliés. C'est pourquoi dans ce contexte Pékin fait tout pour isoler Manille, capitale avec laquelle les tensions sont les plus fortes, développant une posture bien plus accommodante à l'égard de Hanoi, qui pourtant conteste plus encore ses prétentions en mer de Chine méridionale.

Autour des Senkaku (Diaoyu)

Vieux conflit territorial qui remonte à l'occupation en 1895 par le Japon de ces îles que celui-ci déclare alors *terra nullius*, c'est-à-dire sans propriétaire en titre, les Senkaku (Diaoyu en chinois) ne sont véritablement revendiquées par la Chine et Taiwan que depuis le début des années 1970, c'est-à-dire le moment où les Etats-Unis s'apprêtent à restituer Okinawa et le Senkaku audit Japon. Sans solution, ce différend est volontairement laissé de côté par Deng Xiaoping à la fin des années 1970 alors que les relations entre les deux grandes puissances d'Asie orientale s'améliorent à la fois pour contenir la menace soviétique et favoriser le développement économique de la République populaire. Après la fin de la guerre froide, à mesure que la rivalité sino-japonaise et sino-américaine se renforce, le conflit des Senkaku resurgit peu à peu. Mais c'est à compter de 2010 et surtout 2012, au moment où Xi accède au pouvoir, que les incidents se multiplient. Depuis lors, la Chine s'efforce d'affirmer sa souveraineté sur les eaux environnantes ces îles, surtout sur ses eaux contiguës (24 milles nautiques) et parfois ses eaux territoriales (12 mn). Les incursions des garde-côtes chinois sont régulières, contraignant les garde-côtes japonais à intervenir pour tenter de les éloigner. Sur le plan diplomatique, Pékin est parvenu à arracher à Tokyo un communiqué commun sur cette question en 2014, condition de toute amélioration des relations bilatérales. Toutefois, ce communiqué reste ambigu, le Japon ne reconnaissant pas formellement, contrairement aux espoirs chinois, l'existence d'un différend territorial autour de ces îles.

En outre, Pékin sait pertinemment qu'il ne peut pas annexer ces îles : toute tentative de débarquement et de prise de contrôle des Senkaku provoquerait une réaction militaire du Japon et déclencherait l'article 5 du traité de sécurité entre Tokyo et Washington. Le gouvernement américain a été à plusieurs reprises très clair sur ce point. Donc ce sont aussi dans les zones grises que le gouvernement chinois privilégie son action, s'efforçant de contester l'administration japonaise de ces îles et de faire connaître *urbi et orbi* sa revendication, afin de tenter de la légitimer. Sur ce front, le succès de la stratégie chinoise est loin d'être évident, alimentant au contraire la méfiance japonaise à l'égard de la République populaire et stimulant le réarmement de l'archipel.

Les tensions sur la frontière sino-indienne

Les incidents frontaliers sino-indien de juin 2020 ont pour la première fois depuis les années 1970 provoqué mort d'hommes, 20 soldats du côté indien au moins quatre du côté chinois. On pouvait craindre une escalade. Il n'en a rien été. Les relations sont restées médiocres sur le plan politique mais les échanges commerciaux, en hausse régulière, n'ont guère été perturbés, mis à part l'interdiction d'un certain nombre d'applications chinoises, dont Tiktok, sur le sol indien. Du moins jusqu'au sommet des BRICS à Kazan en octobre 2024, qui a été l'occasion pour Xi Jinping et le Premier ministre Modi de trouver un accord de désengagement mutuel le long de la ligne de démarcation sur l'Himalaya entre les deux pays.

Que s'est-il passé ? Le conflit frontalier est ancien et porte sur deux principaux secteurs : l'Aksai Chin à l'ouest, occupé par la Chine et l'Arunachal Pradesh à l'est, appelé par la Chine « Tibet méridional », administré par l'Inde. Mais la tension porte surtout sur le tracé de la frontière de fait, la *Line of Actual Control* (LAC) : celle-ci est imprécise et contestée de part et d'autre en certains points. Afin de consolider la délimitation qu'elle privilégie, la Chine a construit de nombreuses routes et infrastructures de son côté de la LAC. Le gouvernement Modi n'a réagi que tardivement, décidant à son tour de renforcer sa présence le long de la LAC en y construisant également routes et infrastructures. C'est autour du lac de Galwan que ces incidents meurtriers ont eu lieu, non du fait de l'usage d'armes à feu, interdit selon un accord sino-indien qui remonte aux années 1980, mais provoqué par des affrontements à coup de gourdins et de pierres entre militaires indiens et chinois déployés le long de la LAC.

Depuis, la tension a peu à peu baissé. Mais jusqu'en 2024 le nombre de troupes amassées de part et d'autre de la LAC est resté important (50 000 de chaque côté). Plus violents qu'en mer de Chine méridionale, ces affrontements participent néanmoins de la stratégie des « zones grises » : pousser son avantage, au besoin par la contrainte, mais tout en restant au-deçà du seuil de la guerre. Plusieurs experts chinois et indiens ont spéculé sur les risques de guerre, pour rapidement les écarter, tant la Chine et l'Inde ont intérêt à rester en paix. Membres fondateurs des BRICS, ces deux grandes puissances du Sud partagent trop d'intérêts communs, non seulement économiques mais aussi politico-diplomatiques. En 2017, Delhi (et Islamabad) ont rejoint l'Organisation de coopération de Shanghai créée par Pékin, Moscou et quatre des cinq capitales d'Asie centrale en 2001. Et depuis l'éclatement de la guerre en Ukraine en 2022, la Chine et l'Inde ont maintenu une relation étroite avec la Russie, lui achetant plus de pétrole et continuant de s'y fournir en armements.

Tous ces facteurs ont favorisé une baisse progressive de la tension. Mais il a fallu attendre plus de quatre ans avant que Pékin accepte de désengager ses troupes de la LAC et d'en revenir au *statu quo ante*, Delhi faisant de ce désengagement une condition de toute amélioration des relations bilatérales dans leur ensemble.²

² Amit Ranjan et Geneviève Donnelon-May, "Have India and China achieved aborder breakthrough?", *The Interpreter*, 25 octobre 2024, <https://www.lowyinstitute.org/the-interpreter/have-india-china-achieved-border-breakthrough>

Les risques de guerre autour de Taiwan

Pour l'instant, face à Taiwan, la Chine se cantonne à une intensification de sa stratégie des zones grises. Mais on ne peut garantir que cette stratégie, dont le succès reste pour l'heure incertain, ne se métamorphose en conflit armé, tant le besoin d'accélérer l'unification avec Taiwan semble pressant à Pékin et dans l'entourage de Xi Jinping.

La stratégie des zones grises face à Taiwan

Cette stratégie des zones grises s'étend à Taiwan depuis la fin des années 2010, c'est-à-dire l'élection de Tsai Ing-wen à la présidence de la République de Chine (RDC, le nom officiel de Taiwan) en 2016 et le retour du Parti démocrate progressiste (PDP) au pouvoir la même année. A compter de 2019, probablement dans le but d'empêcher la réélection de Mme Tsai et la victoire de son parti, de tendance indépendantiste, en 2020, les gesticulations de l'APL dans le détroit de Formose se sont multipliées. Les avions de chasse et les bombardiers chinois ont commencé à défier systématiquement la ligne médiane qui sépare dans son milieu le détroit, les pilotes de l'APL niant ouvertement son existence, et plus largement la zone d'identification de défense aérienne (ZIDA) de Taiwan, un vaste périmètre qui inclut l'ensemble du détroit et même une partie de la province du Fujian, administrée par le RPC. Or jusqu'en 2019, à de très rares exceptions près, Pékin respectait cette ligne médiane. De même, les bateaux de l'APL pénétraient plus souvent dans la ZIDA taiwanaise, sans pour autant, pour l'heure, aller jusqu'à lancer des incursions dans les eaux territoriales ou même contiguës de l'île.

A chaque fois que la tension monte entre Pékin et Taipei (ou Pékin et Washington), ces gesticulations s'intensifient. Cela a été en particulier le cas au début août 2022 après la visite à Taiwan de Nancy Pelosi, à l'époque présidente de la Chambre des représentants des Etats-Unis. Le gouvernement chinois a réagi en demandant à l'APL de simuler un blocus de Taiwan, et de procéder à un certain nombre de tir de missiles à proximité et au-dessus de l'île, c'est-à-dire dans la partie supérieure de son espace aérien, dont certains ont terminé leur course dans la zone économique exclusive du Japon, provoquant des protestations officielles de Tokyo.

Cela a aussi été le cas plus récemment, fin mai 2024, après le discours d'investiture du nouveau président taiwanais, Lai Ching-te, également du PDP. 62 avions et 27 navires de l'APL ont franchi la ligne médiane du détroit pour exprimer la mauvaise humeur de Pékin et lancer un avertissement au nouveau chef d'Etat taiwanais. Dans son discours, celui-ci avait notamment indiqué que la RPC et la RDC, les deux Etats chinois qui de fait coexistent plus ou moins pacifiquement depuis 1949, n'étaient pas subordonnés l'un à l'autre. Une évidence, mais que le Parti communiste chinois n'aime pas entendre, la RPC monopolisant le siège de la Chine à l'ONU depuis 1971 (pour mémoire rappelons que la RDC le monopolisait également avant).

Au total, le nombre d'incursions aériennes à proximité de Taiwan est passé de 970 en 2021, à environ 1 700 en 2022 et 2023 à plus de 3 000 en 2024.³

Parallèlement, le gouvernement chinois est allé plus loin. Le prétexte en a été la noyade en mars 2024 de deux pêcheurs chinois dont l'embarcation tentait de s'enfuir après s'être incrustée de manière illégale non seulement dans les eaux territoriales mais aussi dans la zone restrictive de l'île de Kinmen (Quemoy ou Jinmen), située à dix kilomètres des côtes du Fujian, au cours d'une course poursuite avec les garde-côtes taiwanais. Depuis, les garde-côtes chinois ont commencé à pénétrer dans les eaux territoriales autour de cette île, affirmant ainsi à la fois leur souveraineté (*zhuquan*) et leur juridiction (*guanxia*) sur ces eaux et contestant à Taiwan leur administration. Les garde-côtes taiwanais ont dû intervenir à plusieurs pour les en éloigner. Mais ce nouveau développement est source de nouvelles frictions, voire d'incidents plus graves.

La question est de savoir si ces intimidations vont porter leurs fruits et obliger – du moins dans un premier temps l'objectif de Pékin restant la mise en place d'un processus d'unification – le président Lai et son parti à endosser le soi-disant « consensus de 92 », approuvé verbalement par les négociateurs officiels chinois et taiwanais en novembre 1992 et selon lequel il n'y a qu'une seule Chine mais chaque côte du détroit en conserve sa propre définition : en effet, pour le PC chinois, la Chine unique est la RPC, la RDC ayant disparu à ses yeux en 1949, et pour le Kuomintang, (KMT ou Parti nationaliste), le principal parti d'opposition taiwanais, alors au pouvoir, la Chine unique est la RDC, celle-ci exerçant officiellement (pour le KMT) sa souveraineté sur l'ensemble de la Chine mais sa juridiction uniquement sur Taiwan, les Pescadores (Penghu), Kinmen et Matsu. Cette distinction entre les frontières juridiques et politiques de la RDC est contestée par le PDP qui de fait reconnaît l'existence de la RPC et, il faut l'admettre, échappe à la plupart des observateurs. Dans la réalité, on l'a déjà indiqué, il y a deux Etats chinois qui ne se reconnaissent pas formellement mais qui existent *de facto* depuis 1949. Pour mémoire, rappelons que traditionnellement les autorités de la RDC, et le KMT encore aujourd'hui, ne font jamais référence à la RPC pour parler du continent chinois (*dalu*) mais aux « communistes chinois » (*zhonggong*) qui ne font qu'exercer leur juridiction, longtemps considérée comme illégitime, sur ce dernier.

Dans un avenir prévisible, il est peu probable que Lai Ching-te et son parti acceptent le « consensus de 92 » et donc le principe de la « Chine unique ». En outre, récemment l'Administration Biden a rappelé que la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies 2758 du 25 octobre 1971 qui est à l'origine de l'accession de la RPC à l'ONU ne mentionne pas Taiwan mais simplement « les représentants de Chiang Kai-shek », accusant Pékin de la déformer volontairement afin de refuser à l'île tout espace international.⁴ En conséquence, le

³ Helen Davidson, Harvey Symons et Lucie Swan, « The maps that show how China's military is squeezing Taiwan », *The Guardian*, 8 janvier 2025, <https://www.theguardian.com/world/2025/jan/08/the-maps-that-show-how-chinas-military-is-squeezing-taiwan>

⁴ Cf. à cet égard l'étude très fouillée de Bonnie Glaser et Jacques DeLisle, « Why UN General Assembly Resolution 2758 Does Not Establish Beijing's "One China" Principle: A Legal Perspective », *GMF Report*, avril 2024, https://www.gmfus.org/sites/default/files/2024-04/GMF_UNGA%20Res.%202758_April%202024%20Report.pdf

statut international de Taiwan reste plus indéterminé que ne le pense Pékin. A cet égard, il sera intéressant d'observer si l'Administration Trump reprendra à son compte cette interprétation de la résolution 2758.⁵ A noter que depuis 2024 plusieurs parlements occidentaux, dont l'australien, le britannique et le néerlandais, ont endossé cette relecture dans le but de tenter d'améliorer le statut international de Taiwan.

Ces intimidations n'ont pas pour l'instant atteint le moral ni le point de vue des Taiwanais. S'il y a un consensus sur l'île c'est autour de l'idée que Taiwan est un pays démocratique attaché à ses libertés et dont la loi fondamentale est la Constitution de la République de Chine. En conséquence, presque personne à Taiwan ne s'identifie à la RPC et est disposé à accepter la formule « un pays, deux systèmes » appliquée à Hong Kong et Macao : plus de 85% des Taiwanais s'y opposent.⁶ De fait, la grande majorité des Taiwanais s'identifie à la RDC. En outre plus des deux tiers ont développé une identité politique uniquement taiwanaise, le dernier tiers affichant une identité mixte, à la fois taiwanaise et chinoise.⁷ Et dans le langage courant, le terme « continent » ou « continent chinois » n'est plus guère utilisé pour qualifier la République populaire (ou les communistes chinois). Dans l'esprit des Taiwanais, celle-ci s'identifie désormais à la Chine (*Zhongguo*), les termes « République de Chine » pour décrire Taiwan n'étant plus utilisé que dans les documents officiels. De même, sur les passeports taiwanais, « République de Chine » continue d'apparaître en petits caractères à la fois en chinois et en anglais alors que « Taiwan » y est imprimé de manière bien plus visible.

La principale conséquence des pressions militaires et psychologiques de la RPC a été double : d'une part un renforcement de l'effort de défense taiwanais ; d'autre part, un resserrement des liens de sécurité entre Taiwan et les Etats-Unis et un engagement moins ambigu de ces derniers à défendre, y compris militairement le *statu quo* dans le détroit. Au cours de son mandat, le président Biden a déclaré au moins quatre fois qu'en cas d'attaque non provoquée de Taiwan par la Chine, les Etats-Unis interviendraient. Il y a donc indéniablement une montée des risques de guerre dans le détroit.

Une montée des risques de guerre

La montée des tensions dans le détroit ne peut qu'inciter Taiwan à mieux se préparer à la guerre. Son budget de la défense a rapidement augmenté pour se situer autour de 20 milliards de dollars en 2024 contre 10 milliards dix ans auparavant. Le gouvernement taiwanais a lancé un programme de sous-marins conventionnels dont le premier exemplaire (sur huit) a été mis en eaux en février 2024. Au début de cette année, le service militaire, réduit à quatre mois en 2008

⁵ L'interprétation de l'Administration Biden a été développée par Laura Rosenberger, la présidente de l'American Institute in Taiwan, en janvier 2024 (<https://www.ait.org.tw/ait-chair-rosenbergers-press-roundtable-remarks-at-ait-taipei/>) et par Marc Lambert, le sous-secrétaire d'Etat adjoint pour la Chine et Taiwan en avril 2024 (https://en.mofa.gov.tw/News_Content.aspx?n=1328&s=117264)

⁶ Enquête d'opinion organisée par le Mainland Affairs Council, 5 décembre 2024, https://www.mac.gov.tw/en/News_Content.aspx?n=A921DFB2651FF92F&sms=37838322A6DA5E79&s=7026043CB9138FFD

⁷ Données de juin 2024 du Election Study Center, National Chenchi University, Taipei, <https://esc.nccu.edu.tw/PageDoc/Detail?fid=7800&id=6961>

par Ma Ying-jeou, alors président KMT de Taiwan, est passé à nouveau à un an. Les forces de réserve de Taiwan ont commencé à suivre un entraînement plus sérieux. Et certains segments de la société civile se préparent à la défense civile, notamment la Puma Academy. Bref, en adoptant une stratégie dite du « porc-épic » (protection des centres névralgiques du pays) et en renforçant ses moyens défensifs, Taiwan cherche à accroître sa capacité de dissuasion conventionnelle, dans l'espoir d'augmenter le coût pour l'APL de toute action militaire et donc de contraindre Xi Jinping à réfléchir à deux fois avant de se lancer dans une aventure militaire contre Taiwan.

Il est indéniable que beaucoup reste à faire et qu'aux yeux de nombreux experts américains, les Taiwanais restent mal préparés à un conflit. Le service militaire demeure perçu comme une corvée qui prépare mal les conscrits à un conflit. Impressionnantes sur le papier, les forces de réserve sont peu opérationnelles : une faible partie d'entre elles ne reçoivent qu'un entraînement d'une à deux semaines par an. Et les initiatives de défense civile apparaissent encore bien superficielles, pour ne pas dire folkloriques.

Néanmoins, le déclenchement de l'invasion russe de l'Ukraine a indéniablement marqué les esprits à Taiwan, faisant prendre conscience à un plus grand nombre de l'environnement périlleux dans lequel leur pays se trouve. Si elle a nourri un certain fatalisme chez certains, elle a dans l'ensemble renforcé la volonté de défendre l'île contre toute agression : en septembre 2024, 67, 8 % des personnes interrogées se déclaraient désireuses de se battre, contre 23, 6 % qui pensaient le contraire.⁸

La stratégie américaine est également fondée sur la dissuasion : ce qui importe à présent est de convaincre Pékin que Washington ne restera pas inerte en cas d'attaque de l'île par l'APL. En raison de l'évolution du rapport des forces sur le plan conventionnel entre les armées américaines et chinoises, les Etats-Unis sont désormais contraints d'adopter une stratégie asymétrique, privilégiant les missiles, si possible hypersoniques, et les drones à longue portée et postant ses bâtiments et son dispositif militaire loin des côtes chinoises. En effet, l'APL possède des missiles, de plus en plus souvent hypersoniques, capables d'atteindre les bases américaines au Japon, en Corée du Sud et même à Guam. Et la Marine de l'APL a désormais plus de bateaux que l'US Navy (370 contre 295). Cela ne signifie pas qu'elle est plus puissante. En outre, rappelons que l'APL n'a pas combattu sur terre depuis 1979, et jamais vraiment en mer. Elle n'a donc pas encore fait ses preuves. Mais indéniablement, le coût matériel et humain pour Washington découlant d'un conflit armé entre la Chine et les Etats-Unis serait bien plus élevé qu'il y a ne serait-ce dix ans. Les simulations développées par les centres de recherche américains sont devenues plus alarmistes.⁹ En outre, force est d'indiquer que les risques de

⁸ Sondage organisé par l'Institute for National Defense and Security Research de Taiwan, cité par DW, « Most Taiwanese would defend island against China, poll finds », *Deutsche Welle*, 9 octobre 2024, <https://www.dw.com/en/most-taiwanese-would-defend-island-against-china-poll-finds/a-70440750>

⁹ Mark F. Cancian Matthew Cancian Eric Heginbotham, *The First Battle of the Next War. Wargaming a Chinese Invasion of Taiwan*, Washington DC, CSIS, Janvier 2023, https://csis-website-prod.s3.amazonaws.com/s3fs-public/publication/230109_Cancian_FirstBattle_NextWar.pdf?VersionId=XlDrfCUHet8OZSOYW_9PWx3xtc0ScGHn

nucléarisation du conflit ne peuvent être écartés, précipitant Pékin comme Washington sur un terrain inconnu et particulièrement périlleux.¹⁰ La première capitale peut menacer Los Angeles en cas d'intervention de la seconde. Mais pour autant, peut-elle vraiment mettre à exécution sa menace ? Les Américains hésiteront-ils vraiment à défendre Taiwan si une telle menace était proférée ? Nul ne le sait.

Parmi les scénarios de conflit, le plus fréquemment évoqué et le plus crédible est celui du blocus armé. En effet, les précédents nous ont enseigné qu'un tir massif de missiles sur Taiwan a peu de chance de faire céder l'île, en dépit des destructions provoquées. De même, à ce jour et dans un avenir prévisible, l'APL paraît incapable de réussir une opération aussi compliquée qu'un débarquement armé sur un point de l'île afin d'en prendre le contrôle à partir d'une ou de plusieurs têtes de pont. C'est pourquoi, le blocus maritime et aérien est l'opération qui est la plus nettement à la portée de l'APL et susceptible de contraindre Taiwan à faire des concessions.

Toutefois, n'oublions pas qu'un blocus est un acte de guerre. Alors, on quitte donc irrémédiablement les zones grises. Certes, ce blocus peut être dans un premier temps « pacifique », interdisant, sans coup férir si on peut dire, tout mouvement maritime ou aérien, afin de contraindre la partie adverse – les forces armées taiwanaises – à ouvrir le feu et donc formellement entamer les hostilités les premières dans le but de briser ledit blocus ou d'y ouvrir une brèche. Cela étant, un blocus reste un acte de guerre susceptible de provoquer des réactions en chaîne à la fois aux Etats-Unis et dans la région, en particulier au Japon. Plus largement, un tel blocus serait immanquable gros de conséquences militaires, politiques et économiques multiples que Pékin aura certainement à l'esprit avant de l'imposer.

Militairement, un blocus chinois de Taiwan peut convaincre l'*US Navy* d'escorter les bateaux et les avions taiwanais, avec les risques évidents d'escalade et de propagation du conflit découlant de ces décisions. Il peut aussi contraindre le Japon à apporter son soutien logistique aux forces armées américaines engagées dans le conflit, notamment dans la zone de *Nansei*, les îles méridionales des Ryukyu situées à proximité de Taiwan, telles Ishigaki et Yunaguni. Il est aussi probable que les Philippines soient impliqués, ne serait-ce que par le truchement des bases américaines situées au nord de Luzon et que le conflit aura rendues opérationnelles.

Politiquement, les condamnations des pays développés et démocratiques risquent d'être unanimes et fortes. Tout un chapelet de sanctions seront mises en œuvre avec les conséquences négatives que cela pourrait avoir tant pour l'économie chinoise que pour les économies occidentales. Il est vrai que l'impact de ces sanctions sur les économies occidentales serait immanquablement plus lourd que celles prises contre la Russie après le déclenchement de son invasion de l'Ukraine. Mais inversement, les membres du G7 peuvent-ils rester inertes en cas d'acte de guerre de la Chine contre Taiwan ?

¹⁰ Mark F. Cancian Matthew Cancian Eric Heginbotham, *Confronting Armageddon. Wargaming Nuclear Deterrence and Its Failures in a U.S.–China Conflict over Taiwan*, Washington DC, CSIS, décembre 2024, https://csis-website-prod.s3.amazonaws.com/s3fs-public/2024-12/241213_Cancian_Confronting_Armageddon.pdf?VersionId=WyqddCThZRinicznwXHKcQHgOmUP8CH8

Enfin, par-delà les sanctions qui pourraient être prises, économiquement, tout blocus de Taiwan désorganiserait de fond en comble les chaînes d’approvisionnement non seulement dans la zone mais dans le monde entier. Le rôle capital que joue Taiwan dans le domaine des semi-conducteurs les plus sophistiqués ne constitue sans doute pas le « bouclier de silicone » (*silicon shield*) espéré par certains. Cependant, ce rôle reste à ce jour difficile à remplacer en dépit des investissements massifs de TSMC, le leader taiwanais dans ce domaine, et d’autres sociétés de semi-conducteurs aux Etats-Unis. Plus largement, déjà estimées en 2022 par l’Institut Rhodium à plus de 2 000 milliards de dollars, les conséquences d’un blocus pour l’économie mondiale seraient en réalité incalculables.¹¹

Est-ce à dire que la Chine hésitera à imposer un blocus autour de Taiwan si elle en perçoit la nécessité ? Probablement non. De plus, elle fait déjà tout son possible pour minimiser le coût des éventuelles sanctions économiques, renforçant chaque jour un peu plus son autonomie technologique et industrielle. Mais Pékin est conscient du coût global, en particulier humain et militaire, et des conséquences négatives d’une telle décision.

De même, est-ce à dire que les Etats-Unis hésiteront à intervenir militairement en cas d’acte de guerre de l’APL contre Taiwan ? Peut-être, et on ne peut exclure qu’à l’avenir ils choisissent de faire pression sur les autorités taiwanaises pour éviter un conflit armé avec la Chine. D’une certaine manière, les annonces faites par le candidat Trump en 2024 offrent un avant-goût de cette possible évolution. Cela étant, en cas d’ouverture des hostilités, on se doit ici de prendre le problème de manière inverse : Washington a-t-il vraiment l’option de ne rien faire ou de limiter sa réaction à des condamnations politiques et des sanctions économiques ? Que resterait-il de sa crédibilité à Tokyo, Seoul, Manille ou même Canberra, si la Maison Blanche décidait de ne pas bouger ? Que resterait-il des alliances nouées par les Etats-Unis avec ces capitales après la seconde guerre mondiale ? Que resterait-il de la *Pax Americana* dans le Pacifique occidental, et même dans l’ensemble de l’Indo-Pacifique ?

Enfin, on peut imaginer qu’un blocus de Taiwan par l’APL provoque un chaos non seulement économique mais aussi politique sur l’île. La polarisation entre d’une part le camp dit « bleu », aujourd’hui le KMT et le Parti du peuple taiwanais (PPT), la petite formation dirigée jusqu’en janvier 2025 par Ko Wen-che, aujourd’hui en détention pour corruption, qui ensemble occupent depuis janvier 2024 la majorité des sièges au Yuan législatif, le parlement de l’île, et d’autre part le camp « vert », dominé par le PDP et qui contrôle la présidence de la République et le gouvernement, est connue. En outre, bien qu’il soit difficile de mesurer l’opinion politique des militaires taiwanais, traditionnellement, ceux-ci sont plus proches du KMT que du PDP. S’ils sont prêts à garantir la sécurité et la survie de la République de Chine, ils seraient bien moins disposés à défendre Taiwan, si d’aventure l’île déclarait l’indépendance. Pékin peut tenter de tirer avantage de ces divisions : par exemple, un blocus assorti d’une exigence de reconnaissance par l’administration de Lai Ching-te du « consensus de 92 » est tout à fait

¹¹ Charlie Vest, Agatha Kratz et Reva Goujon, « The Global Economic Disruptions from a Taiwan Conflict », Rhodium Group, *Note*, 14 décembre 2022, <https://rhg.com/research/taiwan-economic-disruptions/>

envisageable. Mais cette dernière acceptera-t-elle d'accéder à cette exigence ? On peut en douter, d'autant plus que l'opinion publique taiwanaise a de fortes chances de s'y opposer et que le gouvernement américain ne cherchera probablement pas, en ces circonstances, à tordre le bras aux autorités taiwanaises, du moins dans un avenir prévisible.¹²

Certes, à plus long terme, en cas de menace réelle de blocus de l'île, Washington cherchera sans doute à négocier au-dessus de la tête des Taiwanais un compromis avec Pékin qui conduira la première capitale à rassurer la seconde par des garanties supplémentaires – par exemple une opposition explicite à l'indépendance de Taiwan ainsi qu'à toute amélioration de son statut international – et contraindra Taipei à faire quelque concession. Mais ces concessions mettront-elles fin à l'existence de la RDC et à l'indépendance de fait de Taiwan ?

Pour toutes ces raisons, on peut penser que Taiwan et les Etats-Unis continueront de mieux se préparer à l'éventualité d'un conflit militaire afin de dissuader plus efficacement la Chine d'être tentée par cette option. On peut aussi penser que Xi Jinping et son successeur continueront de réfléchir à deux fois avant de se lancer dans une telle aventure. Mais il n'est pas exclu qu'un risque réel de conflit oblige Washington à rassurer par divers moyens Pékin, limitant un peu plus la marge de manœuvre de Taipei.

Pékin continuera de privilégier la carotte et le bâton

En réalité, nombre d'analystes estiment que le gouvernement chinois est plutôt susceptible de poursuivre la stratégie double qu'il a développée depuis plusieurs années, mêlant la carotte et le bâton : d'une part, intensifier les incursions de l'APL dans ce que je serais tenté d'appeler « l'espace vital » taiwanais ; et d'autre part, renforcer la politique dite de « front uni » du PC chinois. Relevant essentiellement de la guerre psychologique, la première stratégie vise à accroître le sentiment d'insécurité des Taiwanais et à faire croire au monde, et pas seulement aux Etats-Unis ou au Japon, que l'APL se prépare ardemment à un conflit armé. On l'a vu, le but de cette stratégie est d'obtenir des concessions politiques de part et d'autre, le « consensus de 92 » de la part de l'ensemble des Taiwanais et pas seulement du camp bleu, une promesse plus explicite de ne pas soutenir l'indépendance de Taiwan, voire d'œuvrer à l'unification future de la nation chinoise, de la part des Etats-Unis en particulier.

La seconde stratégie n'a rien de nouveau : elle appartient à l'histoire du PC chinois et est destinée à tenter de gagner les élites de Taiwan à la cause de l'unification, à la fois les élites économiques, intellectuelles et politiques, d'abord du camp dit « bleu » c'est-à-dire du KMT et des autres partis qui depuis janvier 2024 contrôlent le Yuan législatif, puis des modérés du camp « vert » dominé par le PDP dans le but d'isoler les indépendantistes les plus déterminés.

¹² A noter par exemple que 71% des Taiwanais s'opposent à la position du PC chinois selon laquelle la communication et les négociations entre les deux rives du détroit ne peuvent reprendre que si Taiwan endosse le « consensus de 92 », cf. le sondage organisé par le Mainland Affairs Council, *op. cit.*

Cette double stratégie peut-elle réussir ? Le PC chinois est devenu un expert de la méthode qui consiste à « diviser pour régner ». Il peut tabler sur les dissensions au sein de la classe politique taiwanaise pour y enfoncer un coin et fragiliser le camp vert. Néanmoins, même si d'aventure le camp bleu revient au pouvoir, le problème « République de Chine » ne va pas disparaître : la question de la souveraineté de la RDC restera entière. La seule solution pour Pékin et Taipei restera donc la formation d'une confédération de deux Etats chinois (*Zhonghua banglian*) qui formellement ne se reconnaissent pas mais, conscients des liens particuliers – et qui restent à définir – qui les unissent, acceptent de coexister pacifiquement à long terme. En effet, de même qu'on a du mal à imaginer une réunification entre la Corée du Sud et la Corée du Nord, peut-on vraiment concevoir, du fait de la profonde différence entre les deux systèmes politiques, une réunification entre la RPC et la RDC ? On peine à imaginer la RDC accepter de se dissoudre pour laisser la place à une « région administrative spéciale de Taiwan » à l'image de la RAS de Hong Kong ou de Macao. Cette option est tout simplement inconcevable tant pour Taiwan que pour les Etats-Unis ou tout autre pays respectueux des principes de liberté et de démocratie tant que la RPC refuse de se démocratiser. Sauf évidemment contraint par la force des armes et une annexion violente de l'île par l'APL. Ce qui nous ramène à notre point de départ.

Conclusion

Pour toutes ces raisons, il est plus probable que la Chine et l'APL continuent de privilégier la stratégie des zones grises plutôt que de s'embarquer dans un conflit armé, y compris pour ce qui concerne Taiwan.

La stratégie actuelle de Pékin présente un certain nombre d'avantages : elle permet d'exercer des pressions psychologiques plus efficaces sur l'adversaire ; elle permet aussi à l'APL et aux autres agences de sécurité chinoises d'améliorer leur capacité de projection de force et leur préparation au combat. Elle permet enfin de répandre l'idée que la Chine de Xi, comme la Russie de Poutine, ne craint pas d'aller jusqu'à l'ouverture d'hostilités pour atteindre ses objectifs. Mais il n'en demeure pas moins que les enjeux d'une guerre ouverte, et pas uniquement avec les Etats-Unis, restent énormes, incitant l'APL à d'abord envisager des « opérations extérieures » plus limitées et moins dangereuses, pour tester ses capacités.

Pour ces raisons, bien que nul ne puisse contrôler les passions humaines, et sans pour autant exclure l'irruption de crises militaires, la Chine et les Etats-Unis s'orientent plus vers une guerre froide d'un nouveau type que vers une guerre chaude qui pourrait rapidement se nucléariser.